



+41 22 919 04 69

MISSION PERMANENTE DE LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO

OHCHR REGISTRY

- 6 JAN. 2010

Recipients :.....S.P.D..

.....
.....
.....

N° 22.2-201003818 AJ

La Mission Permanente de la Principauté de Monaco auprès de l'Office des Nations Unies présente ses compliments au Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, et se référant à Sa Note verbale du 20 novembre 2009 concernant la résolution 8/18 du Conseil des droits de l'homme intitulée « Droits de l'homme et extrême pauvreté » accompagnée d'un questionnaire sollicitant des informations au sujet de la protection sociale des personnes âgées, a l'honneur de lui faire parvenir en retour les réponses dudit questionnaire.

La Mission Permanente de la Principauté de Monaco auprès de l'Office des Nations Unies remercie le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme de bien vouloir en prendre note et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

Genève, le 6 janvier 2010



+41 22 919 04 69

05/01/2010

92-2-20003817

i) **Le cadre juridique et institutionnel**

1. Le cadre juridique

Les régimes de retraite :

Salariés : Loi n° 455 sur la retraite des salariés

Travailleurs indépendants : Loi n. 644 du 17/01/1958 sur la retraite des travailleurs indépendants

Fonctionnaires : Loi n° 1.049 du 28/07/1982 sur les pensions de retraite des fonctionnaires, des magistrats et de certains agents publics, modifiée ;

a) âge minimum

Salariés : 60 ans

Travailleurs indépendants : 65 ans

Fonctionnaires : 50 ans

b) Restrictions

Salariés : Le salarié doit justifier à la date de la demande d'une activité salariée d'au moins dix années civiles, dont 60 mois de travail effectif. Il existe, pour l'ouverture des droits au regard du régime de retraite de la caisse autonome, des règles de coordination avec les autres régimes monégasques d'assurance vieillesse

Travailleurs indépendants : Pour ouvrir droit à pension, le Travailleur Indépendant doit avoir cotisé à la C.A.R.T.I. pendant une durée minimale de 120 mois ou encore de 60 mois répartis sur un minimum de 15 années, lorsque l'activité exercée présentait un caractère saisonnier.

Fonctionnaires : 15 ans d'activité pour les femmes mariées et, pour les hommes, 15 ans d'activité 50 ans d'âge.

c) programme contributif ou non

Salariés : oui

Travailleurs indépendants : oui

Fonctionnaires : oui

2. Absence de cadre juridique

Non pertinent

+41 22 919 04 69

3. Cadre institutionnel de la mise en oeuvre

a)

Salariés : Organisme : Caisse Autonome des Retraites (Loi n° 455 sur la retraite des salariés)
sous la tutelle du Département des Affaires Sociales et de la Santé

Travailleurs indépendants : Organisme : Caisse Autonome des Retraites des travailleurs
Indépendants sous la tutelle du Département des Affaires Sociales et de la Santé

Fonctionnaires : L'Etat

b)

non

ii) **Coût et couverture du programme**

4. Nombre de bénéficiaires

Salariés : 2009-2010 : 27 796 retraites entières

Travailleurs indépendants : 2009-2010 : 1.676 retraites entières

Fonctionnaires : 1.458 pensions

5. Zones géographiques couvertes par le programme

L'ensemble du territoire

6. Budget annuel du programme. En pourcentage du PIB

Salariés : Charges de l'activité principale du régime de retraite : 167.281.555 €

Travailleurs indépendants : 9.080.705 €

Fonctionnaires : 43.900.000 €

7. Coûts encourus dans les différentes étapes de mise en oeuvre du programme

Non pertinent

8. Bénéficiaires potentiels qui ne bénéficient pas des prestations

Aucun

+41 22 919 04 69

9. Montants approximatifs des prestations

Cela est variable selon, notamment, la carrière, la durée d'activité, le poste, l'âge de départ à la retraite pour les salariés et les fonctionnaires.
S'agissant des travailleurs indépendants, la possibilité de choisir le montant de leur contribution au régime de retraite ne permet pas de définir une valeur de pension cohérente ou moyenne.

Calcul des pensions : les régimes de retraite à Monaco sont des régimes par points. Ceux-ci dépendent du montant du revenu et sont accumulés tout au long de l'activité professionnelle. Ils ont une valeur monétaire qui permet de déterminer le montant de la pension lorsqu'elle est liquidée.

iii) Procédés de mise en oeuvre

10. Procédés pour transfert des prestations aux bénéficiaires

Virements bancaires

11. Publicité des prestations auprès des bénéficiaires

Information par le biais des Services des différents organismes de retraite.

12. Autres services en lien avec la prestation financière

Tous les bénéficiaires d'une pension de retraite bénéficient d'une assurance maladie :

Salariés : Ordonnance-Loi n. 397 du 27/09/1944 portant création d'une caisse de compensation des services sociaux de la Principauté de Monaco

Travailleurs indépendants : Loi n. 1.048 du 28/07/1982 instituant un régime de prestations sociales en faveur des travailleurs indépendants

Fonctionnaires : Loi n. 975 du 12/07/1975 portant statut des fonctionnaires de l'État

Les salariés et les entreprises contribuent également à un régime de retraite complémentaire obligatoire ce qui leur procure un revenu mensuel supplémentaire dès qu'ils quittent leur activité.

De plus, en fonction du régime de retraite dont elles dépendent, les personnes âgées bénéficient d'allocations sociales et d'aides en nature (gratuité du téléphone et des transport en commun, allocation logement ...).

+41 22 919 04 69

13. Autres services publics

Il existe des structures publiques de santé particulièrement adaptées à la prise en charge des personnes âgées.

iv) Mécanismes de contrôle et procédure de plainte14. Procédures et organes chargés de la surveillance de la mise en œuvre du programme

?

15. Mécanismes ou procédures de plainte

Chaque décision des responsables des régimes de retraites sont susceptibles de recours devant des Commissions prévues à cet effet.

16. Suites judiciaires

Non

v) Etudes et évaluations des prestations sociales17. Etude relative au programme / évaluation des besoins

Non pertinent

18. Etude relative au programme / impact

Non pertinent

vi) Autres prestations sociales dont peuvent bénéficier les personnes âgées

Voir plus haut (n° 12)